

Bilan de situation en développement social



Sommaire

Contexte et objectifs

Dans la foulée des fusions municipales et avec l'objectif de doter les arrondissements montréalais d'un plan d'action en développement social, l'arrondissement de Saint-Laurent, dans un souci d'améliorer les conditions de vie de sa population, a produit son premier plan d'action triennal (2005-2007) en développement social, suite à un portrait de situation local élaboré en 2004, qui dressait un portrait des réalités laurentiennes.

C'est dans un désir de mettre à jour ces données pour intervenir de façon plus efficace face à l'évolution de sa population que l'arrondissement a décidé d'élaborer un nouveau portrait qui reflète une situation plus actuelle de son territoire et des besoins en développement social. De manière très concrète, les objectifs visés par cet exercice de mise à jour sont :

- Rendre accessible aux intervenants municipaux, sociaux et communautaires un outil permettant de poser un regard juste sur les enjeux locaux en matière de développement social;
- Contribuer à l'établissement d'un consensus, dans le milieu communautaire et municipal, sur les enjeux sociaux, les interventions et les gestes prioritaires à poser sur le territoire de Saint-Laurent.

Ce bilan de situation donnera suite à l'élaboration d'un plan d'action intégré en développement social. Ainsi, l'élaboration, le suivi et l'évaluation de ce plan d'action nous permettront d'apprécier les actions posées dans le sens du bien-être des laurentiens et des laurentiennes.

Le développement social municipal

Le développement social vise l'amélioration continue du cadre et de la qualité de vie individuelle et collective des laurentiens. Il vise également à offrir des conditions propices à la participation active des citoyens à la vie sociale en tenant compte de l'évolution et de la spécificité de leurs besoins.

Il s'agit d'une pratique inclusive et transversale qui donne une cohérence à l'ensemble des actions municipales. Elle veille à ce que les services et les infrastructures offerts soient équitables, de qualité, accessibles et sécuritaires. Elle intègre les dimensions municipales qui ont une incidence sur la qualité de vie des laurentiens (aménagement urbain, infrastructure, habitation, culture, sport, loisirs, développement économique, environnement et sécurité) dans une perspective de développement durable.

L'arrondissement de Saint-Laurent peut intervenir en tant que leader en implantant et consolidant des mesures, des programmes et des politiques relatives au développement social touchant la famille, les jeunes, les aînés, la solidarité et l'inclusion sociale, la sécurité urbaine, le soutien aux organismes communautaires, etc.

Dans le cas de responsabilités partagées, il favorise la concertation, et apporte son appui et sa collaboration aux initiatives visant à enrichir les conditions de vie des laurentiens.

La section du développement social agit en concertation et encourage ce mode d'intervention auprès des partenaires tant de la ville que d'autres réseaux publics, privés ou communautaires selon une approche intégrée de développement urbain, culturel, économique, social et communautaire. De façon plus spécifique, elle élabore, planifie, met en œuvre et évalue des politiques, des programmes et des projets liés au développement social.

Par ailleurs, tous les services de l'arrondissement de Saint-Laurent, quel que soit leur domaine d'intervention, contribuent au développement social de la communauté en situant la qualité de vie de tous les citoyens au cœur de toute action municipale. Ils veillent à ce que les services offerts soient équitables, de qualité, accessibles, sécuritaires et adaptés aux besoins et à la diversité de sa population.

Caractéristiques sociodémographiques

Une croissance démographique soutenue

- 93 842 habitants en 2011, 84 833 en 2006
- + 10,6 % entre 2006 et 2011
- Forte croissance du nombre de familles : 24 785 en 2011, 22 595 en 2006 (+ 9,7 %)

Une population jeune

- Âge médian : 38,2 ans
- Les moins de 25 ans représentent 31 % de la population
- Forte proportion de jeunes de moins de 15 ans : 19 % (vs 15% Montréal)
- Arrondissement avec la plus forte concentration d'enfants âgés de moins de 4 ans (7,3 % vs 5,8 % Montréal)

Près d'un aîné sur trois vit seul

- Personnes âgées de 65 ans et plus : 17, 6 % vs 15,2 % Montréal
- 30 % des personnes âgées de 65 ans et plus vivent seules

Une population fortement multiculturelle

- Plus d'une personne sur deux est immigrante à Saint-Laurent (52,4 % vs 33,4 % Montréal)
- Nouveaux arrivants, au Québec depuis moins de 5 ans : 12,5 % de la population totale
- Principaux pays d'origine des immigrants : Liban (11,4 %), Maroc (8,4 %) et Chine (7,5 %)
- 54,7 % de la population laurentienne a une langue maternelle autre que le français ou l'anglais
- 58,9 % de la population est bilingue, alors que 5 % ne parle ni français, ni anglais.

Caractéristiques socioéconomiques

Des disparités sociales

Saint-Laurent abrite le deuxième parc industriel du Québec et est chef de file dans les domaines de l'aéronautique, des sciences de la vie, des technologies de l'information et des communications. Environ 70% du territoire est occupé par des entreprises qui fournissent plus de 110 000 emplois (10 % des emplois de l'agglomération montréalaise).

Cependant, malgré la présence du parc industriel, le taux de chômage à Saint-Laurent (10,7 %) est légèrement plus élevé qu'à Montréal (10 %)¹. Par ailleurs, le revenu médian des ménages (43 513 \$) est plus élevé que celui de Montréal (38 201 \$)² et le taux de ménages vivant sous le seuil de faible revenu est légèrement moins élevé qu'à Montréal (29,7 % vs 31 %)². Toutefois, ces données cachent des disparités importantes selon les différents quartiers de l'arrondissement. Selon plusieurs indicateurs de défavorisation sociale, quatre quartiers de l'arrondissement (Place Benoit, Chameran, Crevier-Norgate et Ward-Gold) se caractérisent par une forte concentration de pauvreté. Ces quatre secteurs sont identifiés comme zones prioritaires d'intervention de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale par l'arrondissement et ses partenaires. Les quartiers Chameran et Hodge-Place Benoit bénéficient d'ores et déjà d'une démarche de revitalisation urbaine intégrée.

¹ Statistique Canada, ENM 2011

² Statistique Canada, recensement 2006



PRINCIPAUX CONSTATS

		 ³
Petite enfance et éducation	<ul style="list-style-type: none"> • Quatre (4) enfants sur 10 sont vulnérables dans au moins un des domaines reliés à la maturité scolaire⁴. • Un manque significatif de places en garderies subventionnées. • Le décrochage scolaire, une préoccupation pour le territoire (25,6 %). • Défavorisation scolaire : trois (3) écoles primaires très défavorisées, deux (2) écoles primaires et une (1) école secondaire défavorisées. 	<ul style="list-style-type: none"> • Interventions concertées en petite enfance et auprès des familles (Ex : Maison de l'enfance, Maison des familles, planification stratégique petite enfance). • MAE (Municipalité Amie des Enfants). • Implantation Réseau Réussite Montréal (RRM) et initiatives pour la persévérance scolaire. • 29 % de la population de plus de 15 ans détient un certificat, diplôme ou grade universitaire (24 % Montréal)⁵.
Saines habitudes de vie	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés économiques et sociales contribuent à la dégradation progressive de l'état de santé des immigrants. • Préoccupation au niveau de la santé mentale (manque de services dédiés). • Désintérêt pour les activités sportives au primaire à cause des nouvelles technologies de l'information⁶. • Manque de pratiques d'activités physiques chez les jeunes du secondaire (40 % des filles du secondaire ne font pas d'activités physiques en dehors de l'école). • Mauvaises habitudes de vie et alimentaires chez certains jeunes (malbouffe, consommation de substances nocives, absence d'hygiène personnelle, manque de sommeil etc.). 	<ul style="list-style-type: none"> • Offre d'activités physiques diversifiée (arrondissement, écoles, milieu communautaire, clubs et associations). • Bonne desserte en installations intérieures et extérieures pour les activités sportives. • Construction d'un complexe sportif. • Soutien financier, matériel et professionnel auprès d'une vingtaine d'associations et clubs sportifs. • Activités, programmes ou projets de promotion des saines habitudes de vie.
Sécurité alimentaire et agriculture urbaine	<ul style="list-style-type: none"> • Accessibilité difficile à des aliments frais, variés et à faible coût (quartiers isolés, précarité économique). • Manque d'information et de formation sur la sécurité alimentaire. • Accès limité aux jardins communautaires (forte demande, longue liste d'attente). • Peu de projets d'agriculture urbaine (financement limité, faible mobilisation de la communauté, obstacles au niveau du zonage, manque d'informations). • Faible intégration de l'agriculture urbaine dans les nouveaux projets immobiliers. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une quinzaine d'organismes offre des services et développe des actions en sécurité alimentaire (dépannage, cuisines collectives, repas communautaires, ateliers de nutrition, popote roulante, service de traiteur, épicerie mobile, etc.). • Ouverture de l'épicerie solidaire le RELAIS-Laurentien. • Création de la coopérative de solidarité les Serres du Dos Blanc. • Six (6) jardins communautaires municipaux (198 lots). • Développement d'initiatives communautaires (jardins communautaires et collectifs, forêts nourricières, jardins sur les balcons et toitures).
Habitation	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune mise en chantier de logements sociaux ou communautaires depuis 2008. • Parc locatif inadapté aux caractéristiques sociodémographiques et aux besoins des laurentiens. • Véritable absence de logements abordables dans le marché privé. • Longue liste d'attente pour un logement social et abordable. • Des îlots d'insalubrité préoccupants (moisissures, vermine, coquerelles, punaises de lit). 	<ul style="list-style-type: none"> • Intervention concertée : Arrondissement, Comité logement de Saint-Laurent Ville de Montréal, CSSS Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent, dans les cas d'insalubrité. • Démarches de revitalisation urbaine intégrée (Hodge-Place Benoit et Chameran-Lebeau). • Troisième arrondissement pour les mises en chantier résidentielles entre 2007 et 2012.

³ Liste non exhaustive des actions déjà présentes sur le territoire

⁴ Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais, Portrait du CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent, 2008

⁵ Statistique Canada, Recensement 2006

⁶ Questionnaire santé bien-être mars 2012, CSSS Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent



	☹️	😊
Sécurité urbaine et problématiques socio-urbaines	<ul style="list-style-type: none"> • Faits constatés concernant les délits, les crimes et les infractions au code criminel • Sentiment d'insécurité aux alentours du métro Côte-Vertu, des parcs, des centres commerciaux. • Les adolescents, population à risque. 	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse considérable depuis 2009 • Mobilisation des milieux institutionnel (SPVM, sécurité urbaine) et communautaire (programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine, travailleurs de rue...).
Aménagement urbain, Transport et développement durable	<ul style="list-style-type: none"> • Enclavement physique de certains secteurs résidentiels (Place Benoit, Chaméran, Ward-Gold). • Mauvaise desserte en transports en commun de certains secteurs. • Modeste utilisation des services d'auto-partage et du covoiturage. • Pistes cyclables et liens piétonniers en nombre limité. • Difficulté de déplacement pour piétons (absence de feu pour piétons à décompte numérique pour certaines intersections etc.). • Certains corridors scolaires moins sécuritaires pour les déplacements actifs. • Déplacement difficile personnes âgées et en fauteuils roulants à cause de l'étroitesse des trottoirs dans certaines rues. 	<ul style="list-style-type: none"> • Politique intégrée de développement : aménagement urbain, transport, développement durable (plan local de transport et plan local de développement durable). • Revitalisations urbaines intégrées Hodge-Place Benoit et Chaméran-Lebeau. • Projets de redéveloppement des secteurs Thimens et Bois-Franc : quartiers résidentiels de type TOD (Transit Oriented Development). • Planification et réalisation progressive de pistes et de voies cyclables (objectif : 85 km en 2020). • Implantation progressive de mesures d'apaisement de la circulation. • Trois (3) Quartiers Verts.
Aînés	<ul style="list-style-type: none"> • Peu d'offre de services directs et de ressources pour les aînés vulnérables. • Isolement (32% vit seul), exclusion, manque d'information, perte d'autonomie (risque de chute, maltraitance, négligence) chez les aînés les plus vulnérables. • Isolement accentué chez les aînés immigrants récents (difficulté linguistique). • Accès difficile aux infrastructures (transport, logement). 	<ul style="list-style-type: none"> • Bonne offre de services et d'activités communautaires sportives, culturelles et de loisirs pour les aînés actifs. • Plan d'action Montréal Municipalité amie des aînés (MADA), adopté en 2012 : engagement de l'arrondissement à accommoder son offre de services et ses politiques publiques aux besoins des aînés. • Plusieurs services communautaires : transport médical, popote roulante. • Initiatives concertées : agente de milieu pour les aînés, carrefour d'information pour aînés.
Intégration des immigrants	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés d'intégration professionnelle (non-reconnaissance des diplômes étrangers, manque d'expérience professionnelle québécoise). • Taux de chômage deux fois plus élevé chez les immigrants qui détiennent un diplôme universitaire que chez les natifs ayant le même profil⁷. 	<ul style="list-style-type: none"> • Population immigrante fortement scolarisée. • Cohésion sociale et relations interculturelles harmonieuses (mais fragiles). • Nombreux services, projets et activités destinés aux immigrants. • Politique interculturelle laurentienne.
Vie communautaire	<ul style="list-style-type: none"> • Faible représentation ou implication des entreprises dans la vie communautaire. • Faible participation citoyenne à la vie du quartier. • Manque de financement ou sous financement de base pour certains organismes communautaires. • Capacité d'accompagnement et d'intervention du milieu communautaire limité et fragilisé par manque de ressources. • Certains domaines d'intervention peu ou pas couverts. 	<ul style="list-style-type: none"> • Participation dynamique des organisations à la concertation locale, vitalité du milieu. • Dynamique communautaire citoyenne soutenue par l'action bénévole. • Soutien financier, matériel et logistique de l'arrondissement à travers son équipe de développement social et programme de dons, octrois et subventions. • Soutien au développement local et à la vie associative.

⁷ IRIS, 2012, p.2